

# Politique Agricole Comme Strategie Approprie Pour Le Developpement Socio-Economique De La Republique Democratique Du Congo: Cas Du Territoire D'idiofa

**\*Armand KWANKATA OWIN OKIE, \*\* Luckys KWASI LUKUMU, # Godefroid BONDO  
MWADIAMVITA**

\*Chef de Travaux en Sciences Economiques et Auditeur de DEA à l'Université Pédagogique Nationale, Kinshasa /  
RDC.

\*\*Doctorant & Chef de Travaux à l'université du CEPROMAD, Kinshasa /RDC  
#Auditeur à l'Université de Kinshasa/RDC et Assistant à l'Université du CEPROMAD, Kinshasa /RDC

# Agricultural Policy As An Appropriate Strategy For The Socio- Economic Development Of The Democratic Republic Of Congo: Case Of The Idiofa Territory

**\*Armand KWANKATA OWIN OKIE, \*\* Luckys KWASI LUKUMU, # Godefroid BONDO  
MWADIAMVITA**

\*Head of Work in Economic Sciences and DEA Auditor at the National Pedagogical University, Kinshasa / DRC.

\*\*Doctoral Student & Project Manager at the University of CEPROMAD, Kinshasa /DRC

#Auditor at the University of Kinshasa/DRC and Assistant at the University of CEPROMAD, Kinshasa/DRC

DOI:10.37648/ijrssh.v14i04.001

<sup>1</sup> Received: 10 September 2024; Accepted: 07 November 2024; Published: 12 November 2024

---

## ABSTRACT

This article is a concern with an existential and lasting paradox putting on one side the DR Congo, a country potentially rich in its soil and subsoil and on the other, a large country with a predominantly young population which is languishing in the most crushing poverty on the planet, still ranking it at the bottom of the scale on all sustainable development indicators, in comparison with other nations sometimes less rich in soil and subsoil. Thus, faced with this impasse, we propose, through this article, to look at agricultural policy as an appropriate strategy for the socio-economic development of the territory of Idiofa, province of Kwilu in the Democratic Republic of Congo, DRC.

---

<sup>1</sup> **How to cite the article:** Okie A.K.O., Lukumu L.K., Mwadiamvita G.B.; (November, 2024); Agricultural Policy as an Appropriate Strategy for the Socio-Economic Development of the Democratic Republic of Congo: Case of the Idiofa Territory; *International Journal of Research in Social Sciences and Humanities*; Vol 14, Issue 4; 1-24; DOI: <http://doi.org/10.37648/ijrssh.v14i04.001>

We assumed that the absence of appropriate strategies at the local and national level was among the main causes of continued underdevelopment in the territory of Idiofa and by extension throughout the DRC.

Several strategies can be adopted to raise the standard of living of the rural population of Idiofa Territory.

Regarding the strategies adopted to raise the standard of living of the Idiofa farmer, the results show that two strategies are essential. Those which consist of improving the marketing channels for agricultural products at the local level, because through these the other strategies mentioned will ipso facto be successful. At the national level, the emergence of the national bourgeoisie will lead to positive socio-economic repercussions in the life of the farmer stuck in the lineage and in the inner loop who languishes in total poverty.

**Keywords:** *Agriculture; agricultural policy; strategies; socio-economic development*

## RESUME

Cet article est une préoccupation à un paradoxe existentiel et durable mettant d'un côté la RD Congo, un pays potentiellement riche par son sol et sous-sol et de l'autre, un grand pays avec une population en majorité jeune et qui croupit dans la misère la plus écrasante de la planète, le classant toujours au bas de l'échelle sur tous les indicateurs de développement durable, en comparaison avec d'autres nations parfois moins riches en sol ni sous-sol. Ainsi devant cette impasse, nous proposons au travers de cet article, de nous pencher sur la politique agricole comme stratégie appropriée pour le développement socioéconomique du territoire d'Idiofa, province de Kwilu en République démocratique du Congo, RDC.

Nous avons supposé que l'absence des stratégies appropriées au niveau local et national était parmi les principales causes de maintien du sous-développement du territoire d'Idiofa et par ricochet de toute la RDC.

Plusieurs stratégies peuvent être adoptées pour relever le niveau de vie de la population rurale du Territoire d'Idiofa.

Au sujet des stratégies adoptées pour relever le niveau de vie de l'agriculteur d'Idiofa, les résultats attestent que deux stratégies s'avèrent indispensables. Celles qui consistent à améliorer les circuits de commercialisation des produits agricoles au niveau local, car par celles-ci les autres stratégies évoquées seront ipso facto réussies. Au niveau national, l'émergence de la bourgeoisie nationale entrainera les retombées socio-économique positives dans la vie de l'agriculteur bloqué dans le lignage et dans la boucle intérieure qui croupit dans la misère totale.

**Mots clés :** Agriculture ; politique agricole ; stratégies ; développement socioéconomique

## INTRODUCTION

La République Démocratique du Congo avec toute sa population estimée aujourd'hui à plus de 120 millions est caractérisée par un taux de chômage élevé estimé à 74 % selon le rapport de la Banque Mondiale en 2023. Tous les rapports des organismes internationaux sur les indices de développement au niveau national avec des effets sur les provinces et territoires, la classent en queue de peloton. La pauvreté est perceptible, la population vit avec moins d'un dollar par jour ; la corruption, le détournement de denier public bref les anti valeurs gangrèment l'économie congolaise.

Cette situation très difficile ne laisse indifférent aucun chercheur, quelle que soit son domaine d'intérêt ; il faut, en effet, trouver une solution durable à cette crise multiforme et multidimensionnelle.

Etant donné que tous les auteurs, ainsi que nous même, sommes unanimes en disant que la RDC et toutes ses provinces regorgent des richesses, nous avons l'obligation en tant que chercheur de proposer des stratégies et pistes de solutions appropriées dans le domaine que nous pensons le mieux adapté.

Avec une superficie de 2.345.000 km<sup>2</sup>, une grande diversité pédoclimatique et hydrologique, la RDC est dotée de grandes potentialités agro-pastorales et halieutiques.

Les terres arables sont estimées à plus de 80 millions d'hectares, parcourus par un réseau hydrologique très dense (fleuve, rivières, lacs), permettant la culture d'innombrables plantes tant tropicales que tempérées et peuvent supporter

l'élevage d'environ 40 millions de bovins. Les forêts couvrent environ 155,5 millions d'hectares, soit 67 % de la totalité de la forêt tropicale africaine, faisant d'elle la deuxième forêt du monde, après l'Amazonie.

A ce jour, seuls 10 % de ce potentiel agricole est exploité. Ses eaux continentales renferment un potentiel de production halieutique évalué à 240.000 tonnes de poissons par an, soit environ 30 % du potentiel mondial.

Bien que ces ressources soient inégalement réparties sur l'ensemble du territoire national, elles peuvent faire de la RDC le grenier agricole de la sous-région. Paradoxalement ses atouts qui ne sont pas mis à profit tant pour tout le pays que pour les provinces et les 145 territoires avec le programme de PDL 145 T du gouvernement y compris le territoire d'Idiofa dans la province de Kwilu la population continue à croupir dans la misère la plus écrasante. A ce sujet, la RDC est classée aujourd'hui parmi les pays les plus pauvres du continent et très endetté PPT au monde.

En vertu de tous ces avantages naturels, nous pensons que les stratégies politiques en matière agricole devraient jouer un rôle important voir primordial dans le développement socio-économique durable de la population congolaise en générale et celle de territoire d'Idiofa particulièrement.

## CONCEPTUALISATION

### Agriculture

L'agriculture, du latin « agricultura », composé à partir de « ager », champ et « colere », cultiver, est un processus par lequel les êtres humains aménagent leurs écosystèmes pour satisfaire les besoins alimentaires en premier et autres, de leur société. Elle désigne l'ensemble des savoir-faire et activités ayant pour objet la culture des sols, et, plus généralement, l'ensemble des travaux sur le milieu naturel, permettant de cultiver et prélever des êtres vivants (végétaux, animaux, voire champignons ou microbes) utiles à l'être humain. Le réseau des échanges de développement durable (REDD)<sup>2</sup> avec la collaboration de Bertrand VERFAILLE, soutiennent que la première fonction de l'agriculture, sa tâche principale, a été, est et sera la production de la nourriture. Mais l'agriculture a toujours eu des effets sur l'environnement, sur l'espace rural, sur la vie sociale depuis que l'homme a commencé à cultiver la terre. Les Auteurs démontrent l'importance de l'agriculture depuis les temps anciens, jusqu'aujourd'hui, et ils promettent que jusqu'à l'éternité c'est l'agriculture qui reste le pilier de tout développement. Ils exigent une politique agricole cohérente pour lutter contre la malnutrition, la pauvreté et la dépendance alimentaire extérieure.

Dans son livre célèbre, « La richesse des nations », Adam Smith<sup>3</sup>, soutient que : « Les systèmes fondés sur l'agriculture n'exigent pas une aussi longue explication. Ce système qui représente le produit de la terre comme la seule source de revenu et de la richesse d'un pays ». Il estime en plus que, ce n'est sûrement pas la peine de discuter fort au long les erreurs d'une théorie qui n'a jamais fait et qui vraisemblablement ne fera jamais du mal en aucun lieu du monde. Il part d'une maxime triviale des philosophes français qui représente l'agriculture comme l'unique source du revenu et de la richesse d'un pays.

### Politiques agricoles

Les politiques agricoles désignent l'ensemble des mesures et des stratégies mises en place par un gouvernement pour réguler et soutenir le secteur agricole. Elles visent à améliorer la productivité, à garantir la sécurité alimentaire, à protéger les revenus des agriculteurs, et à promouvoir un développement rural durable.

Les politiques agricoles comprennent des interventions telles que la réglementation des prix, les subventions, les programmes de soutien aux revenus des agriculteurs, les investissements dans l'infrastructure rurale, ainsi que les initiatives pour la recherche et le développement agro-alimentaire. Elles peuvent également aborder des questions environnementales, sociales et économiques liées à l'agriculture.

---

<sup>2</sup>Réseau échanges développement durable (REDD), et VERFAILLE, B., « *Agricultures d'Europe : la voie Suisse* », Ed. Charles Léopold Mayer, Paris, 2001, p.23.

<sup>3</sup>SMITH, A., *La richesse des nations*, Ed. GF-Flammarion, Paris, 1991, pp. 281-282.

## **Sortes de politiques agricoles.**

### **A. Politiques de soutien aux prix**

Ces politiques visent à stabiliser ou à augmenter les prix des produits agricoles pour garantir un revenu décent aux agriculteurs. Cela peut inclure des prix garantis ou des interventions sur le marché.

### **B. Subventions agricoles**

Les gouvernements peuvent accorder des subventions aux agriculteurs pour réduire leurs coûts de production, encourager l'usage de technologies modernes ou soutenir certaines cultures.

### **C. Politiques de développement rural**

Ces politiques cherchent à améliorer la qualité de vie dans les zones rurales en investissant dans des infrastructures comme les routes, l'accès à l'eau potable et les services de santé.

### **D. Politiques de sécurité alimentaire**

Elles visent à assurer un approvisionnement alimentaire suffisant et stable pour la population. Cela peut inclure des réserves alimentaires stratégiques et des programmes d'aide alimentaire.

### **E. Politiques environnementales**

Ces politiques prennent en compte l'impact environnemental de l'agriculture et encouragent des pratiques durables. Cela peut inclure la promotion de l'agriculture biologique, la gestion des ressources en eau et la conservation de la biodiversité.

**F. Politiques d'innovation et de recherche :** Elles soutiennent la recherche agronomique et le développement de nouvelles technologies pour améliorer les rendements agricoles et la résilience face aux changements climatiques.

Chacune de ces politiques peut être adaptée en fonction du contexte économique, social et environnemental spécifique d'un pays ou d'une région.

## **Avantages de politiques agricoles.**

Les politiques agricoles apportent de nombreux avantages, tant pour les agriculteurs que pour la société dans son ensemble. Voici quelques-uns des principaux avantages :

### **1. Sécurité alimentaire**

Les politiques agricoles aident à garantir un approvisionnement alimentaire stable et suffisant, ce qui est crucial pour la santé et le bien-être de la population. Elles permettent de mieux gérer les fluctuations de production et les crises alimentaires.

### **2. Soutien aux revenus des agriculteurs**

En stabilisant les prix des produits agricoles et en offrant des subventions, ces politiques contribuent à protéger les revenus des agriculteurs, leur permettant ainsi de mieux subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille.

### **3. Développement rural**

Les investissements dans les infrastructures rurales, l'éducation et la santé améliorent la qualité de vie dans les zones rurales, favorisant le développement économique local et réduisant l'exode rural.

### **4. Promotion de l'innovation**

Les politiques qui soutiennent la recherche et le développement encouragent l'innovation technologique dans le secteur agricole, ce qui peut améliorer la productivité, l'efficacité et la durabilité des pratiques agricoles.

### 5. Protection de l'environnement

Les politiques agricoles peuvent promouvoir des pratiques durables, réduire l'impact environnemental de l'agriculture et préserver les ressources naturelles, comme l'eau et la biodiversité.

### 6. Stabilité économique

Une agriculture forte contribue à la stabilité économique globale d'un pays en diversifiant l'économie et en créant des emplois, non seulement dans le secteur agricole mais aussi dans les secteurs connexes (transformation alimentaire, distribution, etc.).

### 7. Renforcement des chaînes de valeur

Les politiques peuvent aider à développer des chaînes d'approvisionnement efficaces qui relient les producteurs aux consommateurs, augmentant ainsi la valeur ajoutée pour les agriculteurs.

### 8. Réduction de la pauvreté

En soutenant les agriculteurs et en améliorant leur productivité, ces politiques peuvent contribuer à réduire la pauvreté rurale en augmentant les revenus des ménages agricoles.

Ces avantages illustrent comment une politique agricole bien conçue peut transformer le secteur agricole et avoir un impact positif sur toute la société.

## Stratégies

La stratégie est souvent unique et globale. Elle regroupe plusieurs éléments dont les plus importants sont les politiques, elle est aussi définie comme une conception cohérente de la marche collective d'une nation vers le progrès pour tous et pour chacun<sup>4</sup>.

Quant à la politique, elle est une traduction circonstancielle et sectorielle de la stratégie de développement<sup>5</sup>.

La stratégie, du grec *stratos* qui signifie « armée » et *agein* qui signifie « conduire » - (en italien *strategia*) est l'art de coordonner l'action de l'ensemble des forces de la Nation, politiques, militaires, économiques financières, morales pour conduire une guerre, gérer une crise ou préserver la paix. Et par extension, la stratégie est l'élaboration d'une politique, définie en fonction de ses forces et de ses faiblesses, compte tenu des menaces et des opportunités, dans d'autres domaines que celui de la défense, notamment dans les activités économiques (stratégie d'entreprise, stratégie commerciale, industrielle, financière, etc.), mais aussi dans des jeux complexes avec par exemple la stratégie échiquienne. Dans la didactique on parle aussi des stratégies d'apprentissage et stratégies de communication<sup>6</sup>.

Pour le Prof KABEYA TSHIKUKU, la stratégie se définit comme un angle d'attaque que prend la démarche globale visant la meilleure solution à un problème. Cet angle d'attaque obéit à des contraintes diverses : économique, sociologique, géographique, politique etc.<sup>7</sup>

Dans une stratégie se trouve définies des actions cohérentes intervenant selon une logique séquentielle vers la réalisation d'un objectif précis. Ensuite la stratégie se traduit, au niveau opérationnel, en plans d'actions par domaines et par périodes, y compris éventuellement des plans alternatifs utilisables en cas d'événements changeant fortement la situation.<sup>8</sup>

---

<sup>4</sup>KWANKATA, Op. Cit pg 67

<sup>5</sup>[www.wikipédia.org/](http://www.wikipédia.org/)

<sup>6</sup>NZANDA BUANA, Cours des questions spéciales au développement, L2 ECO, ULK, 2008-2009 Pg 52

<sup>7</sup>KABEYA TSHIKUKU, Op.cit.pg 38

<sup>8</sup>KABEYA TSHIKUKU, Op.cit.pg 81

Le développement d'une entreprise suppose diverses stratégies : stratégie marketing (le marché étant parfois comparé à un terrain de bataille), stratégie financière<sup>9</sup>.

### Développement socio-économique

Le développement économique et social ou le développement socio-économique<sup>10</sup> fait référence à l'ensemble des mutations positives (techniques, démographiques, sociales, sanitaires...) que peut connaître une zone géographique (monde, continent, pays, région...). Il ne doit pas être confondu avec la croissance économique. Celle-ci est habituellement nécessaire ou consécutive au développement mais elle n'en est qu'un aspect. Il existe même des zones en croissance par simple inertie de tendance ou sous l'effet de dopants artificiels de types dits keynésiens, sans pour autant connaître les transformations de structure et la « destruction créatrice » propres au développement, qui assurent sa pérennité. Cela peut conduire à un épuisement des ressorts de la croissance. On peut alors retrouver le phénomène de cycle de vie (de l'émergence à l'expansion puis au plafonnement et enfin au déclin) étudié en marketing.

Le développement économique nécessitant notamment de la création de richesses, on associe développement économique et « progrès », puisqu'il entraîne, généralement, une progression du niveau de vie des habitants. On parle alors d'amélioration du bien-être social (au sens économique). La volonté de concilier simple développement économique et progrès ou amélioration du bien-être a mené à forger, à côté des indicateurs de développement traditionnels (PNB, PIB), d'autres indicateurs, tels que l'indice de développement humain (IDH), qui prend en compte la santé, l'éducation, le revenu, le respect des droits de l'homme (dont font partie, depuis 1966, les droits économiques et sociaux, etc. Les paramètres économiques et sociaux pour la mesure du développement sont indiqués dans l'article « Pays en développement ». La différence entre croissance économique et développement social est mal perçue dans le grand public. Le bien-être social doit être distingué de la production économique<sup>11</sup>. Le bien-être est pluridimensionnel. D'autres composants existent à côté du bien-être matériel.

Le développement social<sup>12</sup>, quant à lui, place les populations au premier plan. Guidé par une approche « ascendante », il intègre la voix des pauvres et des populations défavorisées dans le processus de développement pour qu'il ne leur soit pas imposé d'en haut. À cet effet, il apporte des contributions substantielles et basées sur des données factuelles à l'élaboration des politiques et des programmes :

### Agriculture et développement socio-économique

L'agriculture contribue bien à la croissance globale, par sa propre croissance et, historiquement, un taux de croissance de la production agricole sur une longue période peut constituer un fait nouveau d'une grande portée. Toutefois, certaines études précédentes tendent à démontrer que miser seulement sur l'agriculture, freine la croissance globale. D'où la volonté souvent exprimée des décideurs politiques de donner la priorité aux secteurs à croissance rapide et de réduire l'importance de l'agriculture par développement du processus d'industrialisation et/ou de l'extraction des matières premières.

Une telle attitude peut conduire à négliger l'agriculture ; or l'expérience montre qu'il peut en résulter, dans de nombreux cas, de graves conséquences. Un taux de croissance insuffisant de l'agriculture peut freiner ou bloquer le développement par le fait que, le revenu provenant de l'industrie ou de l'extraction des matières premières sera utilisé en grande partie pour l'importation des denrées alimentaires qui sont considérées comme les biens de première nécessité et prioritaire, occupant la grande propension marginale à consommer au détriment de celle à épargner et détériorant du coup le terme de l'échange qui se définit comme étant les prix des exportations sur ceux des importations, grève l'apport en devise influençant une volatilité du taux de change et une inflation avec une tendance haussière.

L'agriculture finance la croissance globale en augmentant le pouvoir d'achat, en diminuant le poids de l'importation

---

<sup>9</sup>Idem

<sup>10</sup>VERON, J.B., « *L'aide au développement face à la guerre* », in *Focus Stratégique*, n°7, Publication de l'Institut, Français des relations internationales, mai 20018, 37p.

<sup>11</sup>BRASSEUL, J., *Introduction à l'économie du développement*, Ed. Armand Colin, Paris, 2008, p. 35

<sup>12</sup><https://www.banquemondiale.org/fr/topic/socialdevelopment/overview#3/> consulté le 15 Mai 2024 à 15 h.

pour améliorer le terme de l'échange, et le surplus agricole peut stimuler les exportations qui amènent des devises, en favorisant la propension marginale à épargner, comme indiqué ci-haut que l'épargne finance l'investissement et l'emploi avec la réduction du taux de chômage.

Elle contribue au processus de l'industrialisation, avec l'exemple de l'agroalimentaire, la sidérurgie avec la construction des outils agricole, la mécanique, l'électronique, la pneumatique....

L'agriculture constitue aussi une réserve de la main d'œuvre pour d'autres secteurs, car ils peuvent engager les agriculteurs qui se décident de quitter le travail de la terre, pour satisfaire leur besoin quand progressivement l'industrie par exemple fera son entrée effective dans l'économie. Elle finance aussi l'Etat en augmentant les recettes fiscales.

L'agriculture sédentarise les peuples en réduisant l'exode rural voir l'émigration. Grace à cette sédentarisation, va intervenir l'amélioration des infrastructures comme les voies de communications, l'électricité, l'eau, éducation, santé, le bien-être, la paix sociale.

Mais la contribution réelle de l'agriculture dépend finalement de son rôle effectif au sein d'un processus de développement concret. Cette contribution dépend de plusieurs considérations et revêt d'une importance toute particulière au stade du démarrage. L'importance relative de l'agriculture, son aptitude à créer un surplus fondé sur l'expansion du marché extérieur et intérieur, les possibilités et les rythmes de sa transformation en vue d'augmenter la productivité du travail agricole, l'existence ou non d'autres ressources que les ressources agricoles pour nourrir le processus de développement, la philosophie sociopolitique qui anime les responsables et animateurs, etc., sont autant de facteurs à considérer. Pour éclairer l'action, on peut envisager successivement les arguments qui sont en général avancés en faveur d'une priorité donnée à l'industrie ou à l'agriculture.

## **PRÉSENTATION DU TERRITOIRE D'IDIOFA**

### **Situation géographique et administrative du territoire d'IDIOFA**

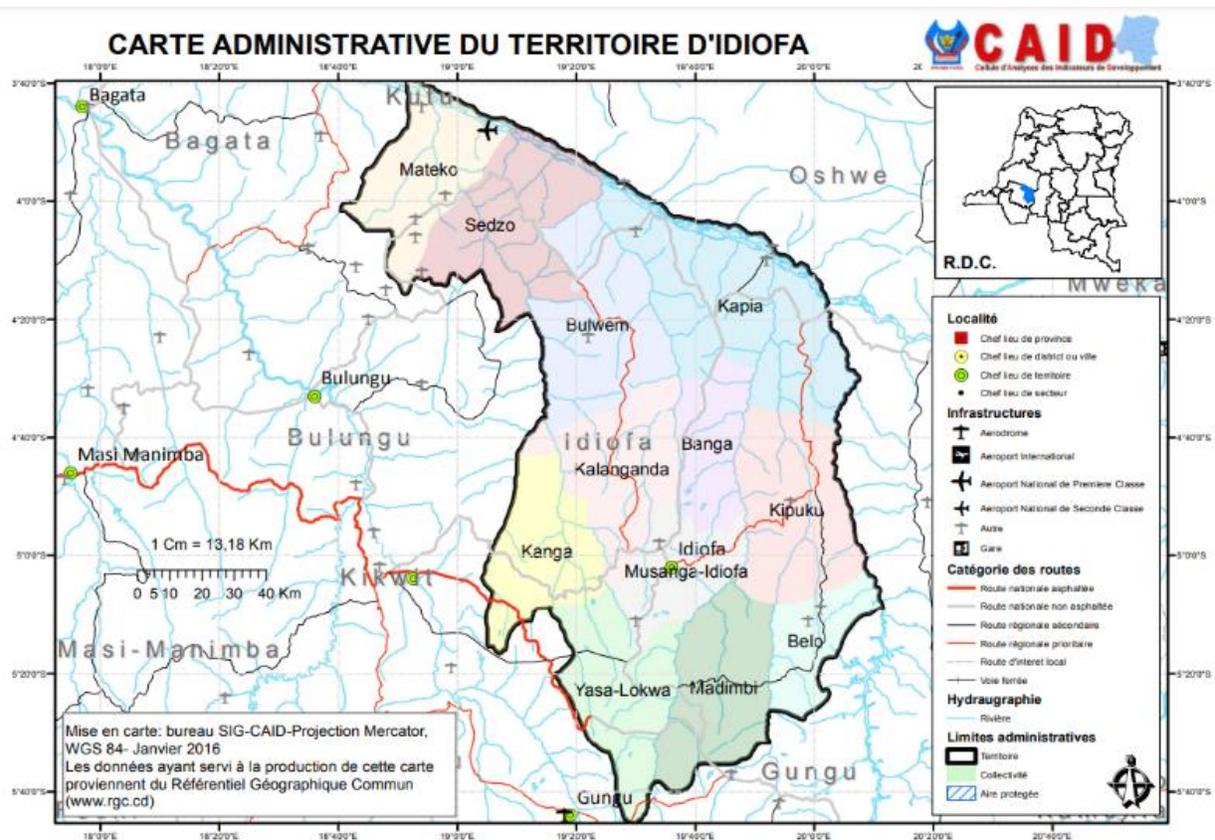
Le territoire d'Idiofa est situé dans la province du Kwilu (ex-Bandundu, et occupe la partie Sud-Ouest de la RD. Congo ; distant d'environ 861 Km à l'Est de Kinshasa. Le territoire d'Idiofa a une superficie de 20.000 Km<sup>2</sup> et une population de 3110234 habitants (selon le rapport administratif du territoire d'Idiofa en 2022). Il compte 12 secteurs dont :

1. BANDA ;
2. BANGA ;
3. BELO ;
4. KALANGANDA ;
5. KANGA ;
6. KAPIA ;
7. KIPUKU ;
8. MADIMBI ;
9. MUSANGA ;
10. SEZO ;
11. YASSA-LOKWA ;
12. MATEKO.

Le territoire d'Idiofa a quatre cités : IDIOFA, DIBAYA-LUBWE, PANU et MANGAI. Il compte au total 88 groupements coutumiers et 1518 villages. Les ethnies principales qui s'y trouvent sont : Mbuun, Pende, Dinga, Lori, Ngoli, Wongo, Lele et Nzadi. Deux de ces cités : DIBAYA LUBWE et MANGAI sont des ports situés sur la rive gauche de la rivière Kasai.

Pour diriger ces secteurs et cités, l'administrateur du territoire titulaire est secondé par deux adjoints ou assistants, dont l'un est chargé des questions politiques, juridiques et administratives et l'autre charge des finances, économie et développement.

L'administration territoriale regorge près de cinquante services que nous appellerons « Ministères du territoire » car au même nombre des Ministères du gouvernement central, nous pouvons citer a titre exemplatif : fonction publique, affaires étrangères, EPST, cultures et arts, transports et communication, environnement, agriculture et pêche, cadastre, économie nationale, commerce extérieur, notariat, reconstruction, notariat, énergie, affaires sociales, etc.



### Aperçu agricole du territoire d'IDIOFA

Traversé par la nationale n°2, le territoire d'Idiofa fait le pont entre la capitale Kinshasa et quelques villes de l'Est, telles qu'Ilebo, Tshikapa, Mbuji-Mayi et Kananga. Ainsi par sa situation géographique, écologique et son importante ressource naturelle et humaine, ce territoire est prédisposé à un développement socioéconomique durable partant de la production agricole ; car l'agriculture y constitue non seulement une source alimentaire, mais aussi la principale source de revenu pour chaque ménage et tout agriculteur. Nous signalons que l'agriculture se pratique à deux niveaux :

- Les cultures vivrières occupent une place de choix dans la vie de cette population ;
- Les cultures pérennes ou industrielles sont tout aussi importantes, mais elles tournent au ralenti à cause de l'inexistence des usines locales de traitement de ces produits et aussi le non entretien des routes et voies de communication viables.

Dans le cadre de cet article, nous parlerons plus des cultures vivrières pour les raisons qu'elles sont les plus cultivées, commercialisées, donc source de revenu de l'agriculteur car les cultures pérennes sont presque inexistantes à cause des raisons susdites. Toutefois, en plus de l'agriculture, nous parlerons aussi des autres activités ou secteurs qui constituent la diversité de la richesse du sol et sous-sol d'Idiofa.

### Activités agricoles

Nous avons longuement explicité le mot agriculture, qu'à cela ne tienne, rappelons que selon le dictionnaire Micro Robert, l'agriculture est une activité économique qui a pour objet la transformation et la mise en valeur du milieu naturel afin d'obtenir des produits végétaux et animaux utiles à la survie de l'homme.

Idiofa est une région pleine de richesses agricoles. On y cultive : le manioc, le millet, le maïs, les arachides, la courge, le niébé (le haricot), le riz, la banane, les ignames, les voandzous, les mangues, de l'élevage (poulets, chèvres, porcs) et de la petite pêche. Nous allons ici parler de la production agricole de 2019 à 2023, en tonnes de production.

### 1. L'agriculture traditionnelle

Elle est itinérante et sa production faible. La pratique de la jachère reste courante, elle se fait à raison de 2 à 4 ans en forêt et de 5 à 6 ans en savane. Les produits phytosanitaires et le matériel végétal améliorés sont à usage très rare. Les superficies emblavées et les rendements sont faibles du fait de la pratique des techniques archaïques des cultures, de l'insuffisance d'intrants, de la dégénérescence du matériel végétal et du type de sol, par manque des Organismes Génétiquement Modifiés (OGM) et des Variétés à haut rendement (VHR).

L'agriculteur, en plus du travail des champs, qui du reste constitue son activité principale, s'adonne également aux activités non-agricoles telles que la fabrication de la braise, celle de l'alcool à base du maïs du riz et des déchets des cossettes de manioc, la production d'huile de palme, la cueillette, le ramassage des chenilles et des champignons, la chasse et la pêche. Il ne bénéficie d'aucun encadrement agricole et recourt généralement à la main d'œuvre familiale et parfois communautaire.<sup>13</sup>

### 2. L'agriculture moderne

Ce type d'agriculture pratiqué essentiellement par les fermiers est caractérisé par, entre autres critères :

- L'exploitation de grandes superficies ;
- Le recours à la mécanisation de certains travaux agricoles ;
- L'usage de la main d'œuvre salariée.

L'emploi du matériel végétal à haut rendement, des produits phytosanitaires, des engrais et de la technologie appropriée post récolte. Ce type d'agriculture a presque disparu car la plupart de ces exploitations ont été victimes des rebellions et des pillages de 1991 et 1993, et sont actuellement dans un état soit d'inactivité, soit d'abandon total.

### 3. Cultures vivrières

Les cultures vivrières les plus importantes pratiquées dans le territoire d'Idiofa que nous avons retenues sont : le manioc, le maïs, l'arachide, le riz, le millet et la courge. Nous les appelons « cultures de base ».

Le manioc est le produit le plus commercialisé sous forme de cossettes à cause de la demande croissante des populations urbaines. De ce fait, il constitue pour le paysan, une grande source de revenus. Les variétés cultivées sont la F100 et la variété traditionnelle. Ces variétés sont cultivées dans la province de Kwilu et au Kasai par CODAIK.<sup>14</sup>

Le maïs est cultivé en général pour la commercialisation. C'est une culture de rente qui se cultive en forêt en association avec d'autres cultures, comme l'arachide et le manioc.

Le riz dans le territoire d'Idiofa donne des rendements très élevés. La plupart des ménages ne le consomment presque pas, sa production est destinée à la vente vers Tshikapa, Kikwit et le Kasai, car à Kinshasa ce riz est très concurrencé par le riz importé.

La production d'arachide est plus tournée vers la vente qu'aux usages culinaires. Nombreux sont encore les ménages qui associent moins d'arachides avec d'autres ingrédients comme nourriture pour leur repas. Le millet est largement consommé par les Ambun et les Pende. Depuis 2000, sa commercialisation vers les grands centres a pris de l'ampleur ces dernières années ; voir même à Kinshasa car il a une valeur nutritive très élevée mais très peu connue de beaucoup de congolais.

Depuis les années 1995 à nos jours, la courge est très demandée et bien commercialisée vers Kinshasa et Kikwit, voire même en République du Congo Brazzaville.

---

<sup>13</sup>A. MUKUBU OLOL, *L'apport des voies de dessertes agricoles au développement d'une entité décentralisée, Cas du Territoire d'Idiofa*, Memoire ULK 1998 - 1999 pp. 35

<sup>14</sup>J.M. RIBAU COURT, *Le développement progressif populaire d'Idiofa, une expérience de développement intégral et prioritaire dans le Bandundu*, Facultés catholiques, Ed. Saint Paul Kinshasa/Limete, pp. 20-25

#### 4. Cultures pérennes

Il s'agit des cultures des plantations dont le caféier et le palmier à huile. Le caféier est planté en pépinières et repiqué dans les plantations familiales en savane et surtout en forêt ou parfois autour des habitations un peu partout dans le territoire d'Idiofa. Le palmier à huile quant à lui, assure sa croissance de façon spontanée. Toutefois, certaines palmeraies introduites par les sociétés huilières ne sont plus aménagées. C'est le cas notamment des palmeraies de MADAIL regroupant les usines de transformations installées à OBALA, TANGO-MANGO, MIKULU-NKAO, MINGANZI, MUSENGE-MPUTU, et MWILU.

#### 5. Temps consacrés aux activités agricoles

La division du travail en milieu rural selon le sexe est très remarquable. Les enquêtes révèlent que dans le territoire d'Idiofa, les femmes paysannes consacrent plus d'heures de travail de champs (6 à 8 heures par jour, 5 jours par semaine) alors que les hommes (4 à 6 heures par jour et 3 jours par semaine).

Le paysan d'Idiofa n'a comme activité principale que l'agriculture, mais ne passe pas tout son temps à l'exercice de celle-ci, il le partage avec d'autres travaux non agricoles tels que : la chasse, les pièges, l'abattage, le feu de brousse, la cueillette, la pêche artisanale, la poterie, le tissage de raphia, la vannerie, la technologie artisanale.<sup>15</sup>

---

<sup>15</sup>H. KALUTU ONSIK, *Impact de l'organisation coopérative sur la production agricole et le développement socio-économique dans le territoire d'ldiofa*, Mémoire ULK, 1995-1996, p.

**Tableau n°1 : Evolution de la production agricole du territoire d'Idiofa de 2019 à 2023**

| N° | PRODUCTIONS OBTENUES EN TONNES |            |            |            |            |            |
|----|--------------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|
|    | CULTURES                       | 2019       | 2020       | 2021       | 2022       | 2023       |
| 01 | <b>MANIOC</b>                  |            |            |            |            |            |
|    | Nombre de planteurs            | 852.953    | 910.535    | 948.500    | 976.167    | 987.949    |
|    | Superficie (Ha)                | 876.386    | 999.440    | 1.055.860  | 1.098.463  | 1.481.924  |
|    | Production Global (T)          | 11.648.336 | 13.804.205 | 16.422.174 | 16.183.655 | 21.833.186 |
| 02 | <b>MAÏS</b>                    |            |            |            |            |            |
|    | Nombre de planteurs            | 886.030    | 926.515    | 1.004.922  | 1.048.164  | 1.058.546  |
|    | Superficie (Ha)                | 792.350    | 903.209    | 971.312    | 985.333    | 995.033    |
|    | Production Global (T)          | 810.116    | 923.983    | 924.345    | 961.685    | 971.152    |
| 03 | <b>ARACHIDE</b>                |            |            |            |            |            |
|    | Nombre de planteurs            | 687.517    | 748.456    | 828.641    | 892.890    | 901.819    |
|    | Superficie (Ha)                | 528.214    | 519.319    | 498.506    | 645.506    | 649.410    |
|    | Production Global (T)          | 445.823    | 416.839    | 359.234    | 555.135    | 558.407    |
| 04 | <b>RIZ PADDY</b>               |            |            |            |            |            |
|    | Nombre de planteurs            | 136.677    | 158.548    | 237.240    | 250.307    | 252.810    |
|    | Superficie (Ha)                | 97.288     | 92.516     | 90.985     | 115.480    | 151.686    |
|    | Production Global (T)          | 68.102     | 77.713     | 91.923     | 97.350     | 127.871    |
| 05 | <b>NIEBE</b>                   |            |            |            |            |            |
|    | Nombre de planteurs            | 50.119     | 83.143     | 87.801     | 101.832    | 101.850    |
|    | Superficie (Ha)                | 10.152     | 35.083     | 37.894     | 45.535     | 46.283     |
|    | Production Global (T)          | 25.938     | 26.292     | 28.018     | 22.768     | 23.142     |
| 06 | <b>MILLET</b>                  |            |            |            |            |            |
|    | Nombre de planteurs            | 144.491    | 207.976    | 242.981    | 245.433    | 247.887    |
|    | Superficie (Ha)                | 117.380    | 166.106    | 186.158    | 188.983    | 188.394    |
|    | Production Global (T)          | 82.166     | 118.600    | 132.917    | 134.934    | 134.153    |

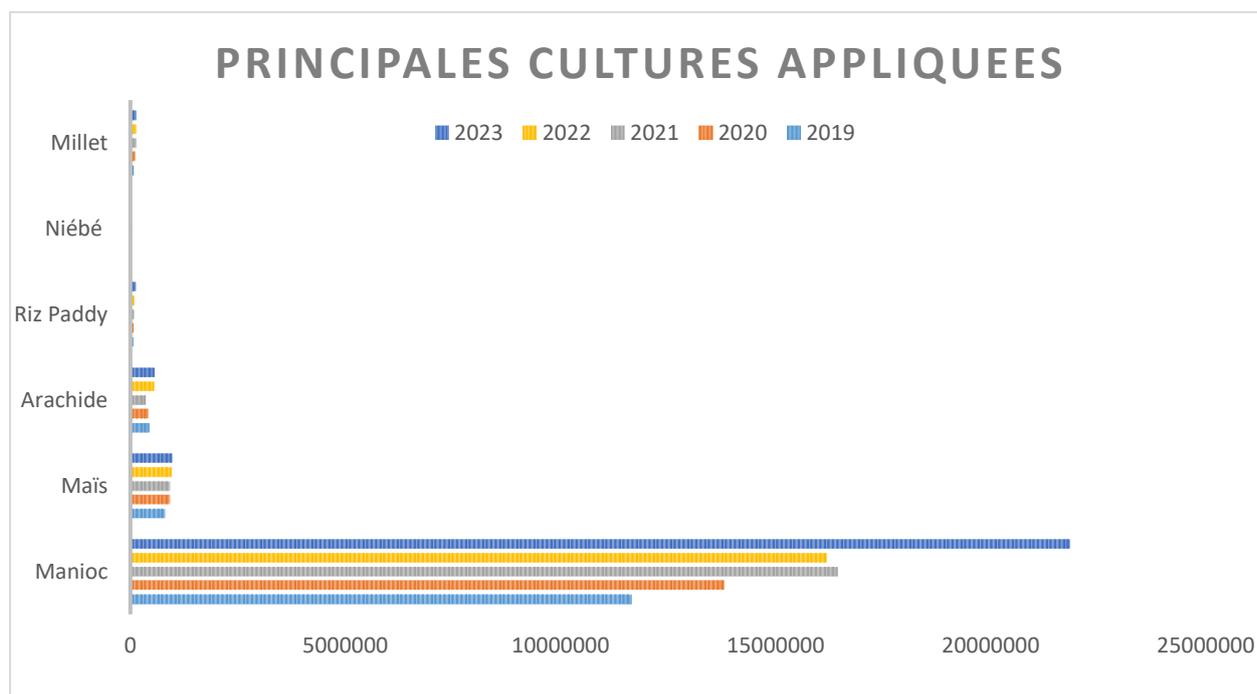
Source : Rapport annuel du Service agricole du territoire d'Idiofa, 2024

Le tableau ci-dessus renseigne sur la production agricole du Territoire d'Idiofa au cours de la période allant de 2019 à 2023.

En effet, nous pouvons y voir les principales cultures appliquées à Idiofa en dépit des difficultés que rencontre cette entité, notamment :

- Le mauvais état des routes de desserte agricole qui est une contrainte qui décourage les producteurs ;
- Le manque des semences et boutures améliorées ;
- La divagation des animaux.

Les principales cultures appliquées sont le Manioc, le Maïs, l'Arachide, le Riz Paddy, le Niébé et le Millet. Le graphique montre leurs évolutions de 2019 à 2023.



### PRINCIPALES CONTRAINTES AU DÉVELOPPEMENT D'IDIOFA

Les principales contraintes qui expliquent la faiblesse de la production agricole en République Démocratique du Congo surtout en territoire d'Idiofa sont d'ordre agro-écologique et socio-économique, à savoir :

- La faible fertilité des sols ;
- La présence de nombreuses maladies (Pyriculariose et Helminthosporiose) et prédateurs (oiseaux, rongeurs et insectes notamment le *Sogatella fructifera* qui sévit chaque saison culturale ;
- La perturbation avec le réchauffement climatique vécu de nos jours (sécheresse, diminution de l'insolation suite à la forte couverture nuageuse, etc.) ;
- Le mauvais système cultural (notamment, la culture itinérante sur brûlis, l'utilisation non efficace des espaces à exploiter).

Les contraintes socio-économiques les plus évoquées sont les suivantes :

- La non organisation de la filière semencière en dehors des zones couvertes par des projets ;
- La faiblesse de services agricoles de base (Recherche et vulgarisation, mécanisation, fertilisants et intrants connexes) ;

- La faiblesse des prix offerts aux producteurs due entre autres à la difficulté d'évacuation de la production suite au mauvais état des voies de communication et à l'insuffisance de moyens de transport ;
- Recours à des techniques culturales traditionnelles
- Le manque d'encadrement des paysans ;
- L'accès difficile aux crédits agricoles ;
- Caractère rudimentaire de l'outil de production ;
- L'insuffisance des aménagements hydro-agricoles ;

#### **Les principales contraintes à la commercialisation :**

- Absence de crédit formel ;
- Inexistence de mercuriale concernant le commerce ;
- Manque de standardisation des unités de mesure ;
- Cout de distribution élevés entre les niveaux de demi gros et détail ;
- Inefficacité du système de commercialisation aggravée par la faiblesse du prix au producteur ;

Comme dit, le territoire d'Idiofa regorge des potentiels exceptionnels dont le principal secteur porteur du développement reste l'agriculture vivrière. Nous soulignons que l'on pourra beau produire, l'amélioration des conditions de vie ne sera pas possible en l'absence des stratégies et politiques appropriées aux réalités du territoire d'Idiofa.

#### **STRATÉGIES DU DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE D'IDIOFA**

Nous tenons à rappeler une fois de plus l'objectif principal poursuivi dans cette étude et souligner au niveau de la problématique, à savoir : améliorer le niveau de vie en milieu rural ou de l'agriculteur d'Idiofa.

Pour atteindre cet objectif, plusieurs stratégies peuvent être appropriées, parmi lesquelles nous avons cité huit qui se matérialisent par :

- Le renforcement de l'agriculture : étant donné que l'agriculture est la principale source de revenus et de subsistance pour la majorité des habitants, il est crucial d'améliorer les techniques agricoles. Ce qui insinue la formation des agriculteurs sur les pratiques durables, l'accès à des semences de qualités et à des équipements modernes ;
- Le développement des infrastructures : investir dans les infrastructures de transport (routes, ponts) ; et d'énergies (électrification) est essentiel pour faciliter le commerce, améliorer l'accès aux services et attirer les investissements ;
- La promotion de l'éducation et la formation professionnelle : améliorer l'accès à l'éducation et proposer des formations adaptées aux besoins du marché local peuvent aider à développer une main d'œuvre qualifiée, ce qui est vital pour le développement économique d'Idiofa.
- Le Soutien aux microentreprises et à l'entrepreneuriat : encourager la création d'entreprises locales en facilitant l'accès au financement, en offrant des formations en gestion d'entreprises et en promouvant les produits locaux ;
- La promotion du tourisme : identifier et valoriser attraits touristique créer des emplois. Cela peut inclure la mise en valeur des sites naturels et culturels du territoire d'Idiofa ;
- Le partenariat public-privé ; encourager la collaboration entre le gouvernement et le secteur privé pour mobiliser des ressources et mettre en œuvre des projets de développement ;
- L'accès à la santé ; améliorer les infrastructures sanitaires et augmenter l'accès aux soins de santé pour assurer un meilleur bien-être de la population ce qui est fondamental pour le développement socio-économique du dit territoire ;
- La sensibilisation à la bonne gouvernance : promouvoir la transparence, la responsabilité et la participation citoyenne dans les processus décisionnels pour renforcer la confiance dans les institutions locales.

Chacune de ces stratégies a des objectifs spécifiques à atteindre, les politiques à mettre en place pour une fin adéquate et des actions concrètes pour palper du doigt le résultat des celles-ci. Certes, il y a des niveaux de responsabilité institutionnelle qui s'impose selon la répartition des taches au niveau des institutions étatiques.

Pour atteindre cette stratégie, nous partons de l'analyse des politiques et actions à mener car elles constituent le schéma normal d'une bonne stratégie pour un développement socio-économique durable.

### Politiques et stratégies du développement au niveau local

Plusieurs politiques de développement et actions sont conçues par les autorités au niveau national ou local dans les bureaux climatisés sans tenir compte de la base, de la réalité sur terrain, comme on croirait à un pêcheur qui tisse les nasses au village pour aller pêcher du poisson en plein désert. Est-ce possible ? N'est-ce pas une utopie.

En ce qui concerne le territoire d'Idiofa, le problème à résoudre, comme nous ne cessons de le rappeler : La stratégie poursuivie dans cette dissertation, c'est de relever le niveau de l'agriculteur qui ne se retrouve pas malgré les potentialités agricoles que regorge le territoire de Idiofa avec comme conséquences néfastes :

- Le découragement à produire encore plus ;
- L'exode rural de la population active ;
- La pauvreté toujours grandissante ;
- Le vieillissement de la population autochtone.

Comme objectif général au niveau local, nous retiendrons celui de sauver l'économie de la région qui n'est qu'agricole et envisager les stratégies pouvant améliorer les conditions de vie de ladite population.

Nous soulignons aussi parmi les objectifs spécifiques ceux visant à :

- Relever le revenu agricole du paysan ;
- Créer les infrastructures socio-culturelles économiques et artistiques ;
- Créer les nouvelles infrastructures routières et améliorer les anciennes ;
- Favoriser les investissements dans le transport ;
- Améliorer les capacités de stockage et de conservation des produits agricoles ;
- Éliminer les maillons de spéculation dans le circuit de commercialisation ;
- Créer les infrastructures locales en général : école, hôpital...

Le territoire d'Idiofa comme toute la République du Congo est une économie du type congolais caractérisée par :

- La Faune, la Flore et type du peuple ;
- Les économies équatoriales et tropicales ;
- Ces économies se situent dans les pays ayant en abondance leurs ressources naturelles variées ;
- Ressources forestières ;
- Ressources hémihémériques c'est-à-dire sans les eaux ;
- Ressources hydriques c'est-à-dire de l'eau ;
- Ressources hydroélectriques : Barrage de Musanga/Idiofa.

Ces économies sont structurées de manière spécifique. Ce sont en effet des économies d'extraction, d'exploitation de rente naturelle, totalement orientées vers l'exploitation des produits primaires (mines, forêts, cultures tropicales, café, manioc, maïs).<sup>16</sup>

Dans une stratégie se trouve définies les politiques et actions cohérentes intervenant selon une logique semestrielle vers la réalisation d'un objectif précis. Pour la stratégie d'améliorer les circuits de commercialisation des produits agricoles, plusieurs politiques appropriées s'avèrent indispensables et nous allons expliciter chacune d'elle dont :

### Création des nouvelles infrastructures

Les enquêtes révèlent que toutes les voies de communication sont presque délabrées ou inexistantes. Les routes du territoire d'Idiofa sont plus ou moins de 4463 Km, dont plus de la moitié sont impraticables en camion, seuls les piétons, les motos et les vélos peuvent parcourir plus de 200km pour chercher à écouler leurs marchandises. Dans tel esprit, la quantité transportée ne peut être qu'insignifiante et ne pourra résoudre aucun problème de la vie, une fois de plus la pauvreté ne va que grandissante. La création des nouvelles infrastructures et l'entretien des anciennes, les routes par exemple, par le système de cartonnage manuel ; comme fut le cas vers les années 70 et 80 serait encore utiles de nos jours.

<sup>16</sup>KABEYA TSHIKUKU, Op.cit

Les produits agricoles moisissent dans des maisons faute de voies de communication permettant aux véhicules d'accéder des lieux de production vers les centres de consommation.

Certes, investir dans le domaine de transport : fluvial, routier ou aérien serait aussi une des politiques adéquate car il faut désenclaver les milieux de production vers les centres de consommation.

### **Améliorer des capacités de conditions de conservation**

Ici nous faisons allusion aux produits périssables. Ce problème se pose avec acuité, dans la mesure où chaque producteur garde ses récoltes ou il veut, comme il le veut, suite à la première difficulté qui est celle de créer les infrastructures surtout routières. La mauvaise conservation ou stockage des produits fait que ceux-ci pourrissent ou périsent dans un bref délai.

Il faudra améliorer les conditions de stockage par la création de dépôt, des coopératives de production agricole aussi dans le but d'octroyer des crédits aux agriculteurs. Cette difficulté fait que les agriculteurs sont très découragés à produire en grande quantité les produits qui pourrissent vite tels que : les tomates, les pommes, les cannes à sucre, les bananes, les poissons. Donc, c'est un grand blocage au développement car on peut bien les produire, mais la conservation et l'évacuation très difficile à assurer.

### **Créer les industries manufacturières locales**

Il n'existe plus d'industries manufacturières dans la région, le Combilin et DPP qui l'étaient sont en faillite depuis les années 1990, toutes les usines de transformation d'huile de palme en savon et autres biens manufacturiers n'existent plus dans ce territoire depuis les années 1994.

Pour s'acheter un savon, du sucre ou un verre de sel au prix raisonnable, il faut parcourir près de 50 à 100 km à pieds, à vélo ou à moto vers les grands centres que nous avons appelés les 4 grandes cités d'Idiofa. Depuis un certain temps, comme à travers toute la RD Congo, ce sont les libanais, chinois et autres expatriés qui remplacent lentement et sûrement la bourgeoisie nationale mais sans effet d'entraînement positif sur la boucle intérieure car ces expatriés sont au service de la boucle Extérieure, la boucle intérieure dans son lignage n'en tire aucun profit et continue à croupir dans sa misère.

Nous souhaitons la renaissance de la bourgeoisie nationale, elle du moins qui est proche de la base, de la boucle intérieure. Il y a aussi disparition des usines d'extraction et de transformation des matières premières, comme fut le cas de MADAIL, PLZ et Combilim. Aussi, il faudra attirer le commerce en gros et détail dans le territoire, par les nationaux ou la bourgeoisie nationale.

### **Éliminer les Maillons de spéculation**

Le constat est très malheureux, quand un agriculteur gagne 30000 FC au village pour un sac de cosette de manioc, et cela après des durs travaux de champs, commençant par le défrichage, le labour, la semence et la récolte, lesquels travaux ne sont pas faciles en soit, et qu'un commerçant l'achète à 30000 FC pour le revendre à 10 ou 20 fois plus cher. On constate que le bénéficiaire c'est plus le commerçant, la maman manoeuvre (maman libongo) et les agents de parking qui gagnent chacun plus de 20.000 FC par sac par la loi du moindre effort par rapport à l'agriculteur rural. Ainsi donc, éliminer tous ces maillons de spéculation dans les circuits de commercialisation serait idéal pour permettre à l'agriculteur de se retrouver et de relever tant soit peu, son revenu agricole.

Sur toutes les stratégies évoquées, les actions ou les réalisations concrètes pour chacune de politiques et stratégies s'avèrent utiles ; dans le cas d'espèce, une nouvelle cartographie des infrastructures routières, fluviales et aériennes est indispensable, et il y a nécessité de chercher les financements, pour ces réalisations, auprès des ONGD tant nationales qu'internationales et des Bailleurs de fonds ou les entreprises nationales et internationales, privées comme publiques.

Aussi, chacune de réalisation relève de niveau de responsabilité institutionnelle de l'Administrateur du territoire, du Gouvernement provincial ou du Gouvernement central.

Pour que la stratégie soit jugée réussie ou échouée, les indicateurs objectivement vérifiables (IOV) nous les permettront d'affirmer ou d'infirmer. Par rapport à ce qui existe dans ces différents domaines : prenons celui des infrastructures, les routes par exemple. Selon nos enquêtes, il se dégage que ce territoire jouissait d'un réseau routier suffisant pour promouvoir son développement socio-économique ; malheureusement sur le besoin réel de 7650 km pouvant couvrir tout le territoire en route de dessertes agricoles, il n'y a que 4.463 km existant dont 80% sont en très mauvais état, avec un déficit de 3.187 km. Cet état de chose contribue une fois de plus à limiter la production agricole car n'incite pas les paysans producteurs à accroître leur production.

**PRÉSENTATION DES RÉSULTATS****Méthodologie**

Dans cet article, l'enquête a été menée, d'abord, auprès des agriculteurs de Idiofa en ce qui concerne la production ; ensuite, auprès des vendeurs dans quelques marchés de villages, Idiofa, Kikwit, Tshikapa et Kinshasa.

L'échantillon étant tiré, nous avons recouru à deux autres types de techniques. Il s'agit de l'interview dirigée et du questionnaire. L'interview dirigée a été mise à profit auprès de quelques agriculteurs ; tandis que le questionnaire a été adressé aux vendeurs et acheteurs trouvés sur place, c'est-à-dire sur les différents sites de production agricole d'août 2019 à décembre 2023. Nous devons signaler que l'interview nous a été d'une grande importance car, les répondants nous ont éclairés parfois et surtout des réponses données par des agriculteurs.

**Résultats du questionnaire par rapport à la production***Identification des agriculteurs**Tableau n°2. Profil des agriculteurs*

| RUBRIQUES        | MODALITES         | FREQUENCE | %    |
|------------------|-------------------|-----------|------|
| Sexe             | Féminin           | 63        | 63%  |
|                  | Masculin          | 37        | 37%  |
| Total            |                   | 100       | 100% |
| Tranche d'âge    | 40 - 50 ans       | 52        | 52%  |
|                  | 30 – 39 ans       | 21        | 21%  |
|                  | 25 – 29 ans       | 13        | 13%  |
|                  | 21 – 28 ans       | 7         | 7%   |
|                  | 18 – 20 ans       | 7         | 7%   |
| Total            |                   | 100       | 100% |
| Etat-civil       | Marié             | 61        | 61%  |
|                  | Veuf(ve)          | 25        | 25%  |
|                  | Célibataire       | 9         | 9%   |
|                  | Divorcé           | 5         | 5%   |
| Total            |                   | 100       | 100% |
| Etudes faites    | Non scolarisé     | 39        | 39%  |
|                  | Primaire          | 26        | 26%  |
|                  | Secondaire        | 22        | 22%  |
|                  | Universitaire     | 13        | 13%  |
| Secteurs         | Banda             | 9         | 9%   |
|                  | Banga             | 5         | 5%   |
|                  | Kapia             | 17        | 17%  |
|                  | Belo              | 23        | 23%  |
|                  | Musanga           | 27        | 27%  |
|                  | Kipuku            | 19        | 19%  |
| Taille de ménage | 5 à 10 personnes  | 44        | 44%  |
|                  | 11 à 15 personnes | 30        | 30%  |
|                  | <5 personnes      | 20        | 20%  |
|                  | >15 personnes     | 6         | 6%   |

**Commentaire**

De ce tableau, il ressort les observations ci-après :

- Sur un échantillon de 100 producteurs, il y a plus de femmes (63%) que d'hommes (37%) et la majorité des agriculteurs sont compris entre 40 et 50 ans. Cette situation peut se vérifier dans le sens que dans la coutume africaine, les travaux champêtres (semier, cultiver, sarcler et récolter) reviennent souvent aux femmes et aux personnes âgées. En plus, leur bas niveau d'instruction ne leur permet pas d'être embauché dans le secteur formel. Concernant l'âge, les résultats ont montré que les souches de 40 à 50 ans sont majoritaires (52%) dans l'activité agricole ;

- Concernant l'état-civil, 61% d'enquêtés sont mariés et constituent la majorité. C'est ici que nous avons constaté que les travaux champêtres ne sont pas seulement l'apanage des divorcés, ni des célibataires, comme le croiraient certaines personnes non averties ;
- La majorité d'enquêtés est non scolarisée (39%), suivie de primaires (26%). Au bas de l'échelle, nous retrouvons les universitaires à 13%. Comme pour le premier constat, nous pouvons dire aussi que dans la culture congolaise, les travaux champêtres sont réservés aux non scolarisés, aux démunis. Les universitaires rencontrés nous ont fait savoir qu'ils ont fait des études agronomiques au niveau de l'Université, soit encore c'est par passion qu'ils le font ;
- Les enquêtés sont principalement originaires de six secteurs pilotes dont la majorité revient au secteur du Musanga, suivie Belo, Kipuku, Kapia, Banda et du Banga. Ceci s'explique par le fait qu'ils furent les premiers bénéficiaires des semences améliorées de quelques organismes précités aux inventaires d'Idiofa comme OXFAM, USAID, MIEREOR etc...
- Les tailles de ménages les plus importantes comprennent 5 à 10 personnes.

### *Place de l'agriculture en rapport avec d'autres secteurs*

#### **a. Pour les agriculteurs**

*Tableau n°3 : Perception des agriculteurs*

| Appréhension    | Fréquence | Pourcentage |
|-----------------|-----------|-------------|
| Métier          | 72        | 72%         |
| Moyen de survie | 28        | 28%         |
| Total           | 100       | 100%        |

Ce tableau indique que pour 72% d'enquêtés, l'agriculture constitue leur métier de vie. Et, à 28%, les enquêtés estiment que l'agriculture n'est qu'un moyen de survie compte tenu des autres activités qu'ils exercent, le cas des enseignants et fonctionnaires qui habitent Idiofa.

#### **b. Statut des agriculteurs vis-à-vis du terrain d'exploitation**

*Tableau n° 4 : Statut des agriculteurs*

| Statut       | Fréquence | Pourcentage |
|--------------|-----------|-------------|
| Propriétaire | 75        | 75%         |
| Héritier     | 8         | 8%          |
| Locataire    | 7         | 7%          |
| Aide         | 10        | 10%         |
| Autre        | 0         | 0%          |
| Total        | 30        | 100%        |

Du tableau n°4, il se dégage que 75% enquêtés sont propriétaires de terrains qu'ils exploitent. Nous estimons qu'ils ne les sont pas légalement, parce que selon les informations recueillies auprès des autorités locales, ils sont souvent les originaires des différents villages et secteurs. 10% ont déclaré qu'ils sont des aides, des journaliers ; 8% ont confirmé qu'ils sont des héritiers des fermes ou des terres arables et 7%, enfin, sont des locataires et payent annuellement un montant fixé selon le mode d'exploitation convenu qu'il s'agisse de ferme ou de métayage.

### *Appartenance des agriculteurs dans les associations*

#### **a. Association**

*Tableau n° 5 : Appartenance dans les associations*

| Associations | Fréquence | Pourcentage |
|--------------|-----------|-------------|
| COMBILIM     | 40        | 40%         |
| COOBIL       | 25        | 25%         |
| PRES         | 20        | 20%         |
| PADR         | 15        | 15%         |
| Total        | 100       | 100%        |

Comme nous l'avons dit, cette enquête démontre que les agriculteurs membres de COMBILIM sont majoritaires dans le territoire d'Idiofa car il encadrerait beaucoup de villages ; suivi de COOBRIIL avec 25 % ; La structure PRES vient avant dernier avec 20%, enfin le PADR 15 %.

### b. Les matériels et outils agricoles utilisés par les agriculteurs

La machette, la houe et la hache sont les matériels les plus utilisés par les agriculteurs dans leur métier, respectivement pour le défrichage, le labour et la récolte. D'autres matériels comme la pelle, le râtelier, l'arrosoir, le coupe-coupe et la motopompe (pour l'évacuation des eaux excédentaires d'inondation) sont moins utilisés, car ils coûtent chers.

### c. Formation suivie

*Tableau n° 6 : Formation des agriculteurs*

| Formation suivie | Fréquence | Pourcentage |
|------------------|-----------|-------------|
| Oui              | 30        | 30%         |
| Non              | 70        | 70%         |
| Total            | 100       | 100%        |

De ce tableau, il se dégage que seulement 30% des enquêtés ont tant soit peu suivi la formation donnée dans le cadre des différents projets par OXFAM, USAID et MIEREOR et que 70% des agriculteurs n'ont jamais suivie une seule formation. Dans le même ordre d'idées, il nous a été révélé que les services publics congolais ne procèdent plus à la formation des agriculteurs comme auparavant avec le Programme National du Riz (PNR) par exemple, sous le régime du Président MOBUTU. Ainsi, les agriculteurs se contentent de leurs expériences respectives ou de leurs collègues.

#### a. Type de la main d'œuvre utilisée

*Tableau n° 7 : Main d'œuvre utilisée*

| Type de main d'œuvre | Fréquence | Pourcentage |
|----------------------|-----------|-------------|
| Salarié              | 20        | 20%         |
| Non salarié          | 80        | 80%         |
| Total                | 100       | 100%        |

Ce tableau montre que la part des agriculteurs d'Idiofa en majorité utilisant la main d'œuvre non salariée est plus importante (80%) par rapport à celle salariée qui ne constitue que (20%). L'utilisation de la main d'œuvre aide les agriculteurs pendant la période de déboisement des champs et de la récolte en cas d'une grande production.

### Vente de la production

#### a. Formation de prix

*Tableau n° 9 : Mode de fixation de prix*

| Mode de fixation               | Fréquence | Pourcentage |
|--------------------------------|-----------|-------------|
| Prix du marché                 | 45        | 45%         |
| Prix fixé par les agriculteurs | 27        | 27%         |
| Saison                         | 22        | 22%         |
| Coût de production             | 4         | 4%          |
| Selon le besoin                | 2         | 2%          |
| Total                          | 100       | 100%        |

Ce tableau montre qu'à 45% les agriculteurs tiennent compte de prix du marché pour vendre leur production. Ils déclarent bien agir en vue de couler rapidement leurs marchandises ; 27% estiment que les prix sont fixés par eux-mêmes ; 22% tiennent compte de la saison, c'est-à-dire de la rareté ou pas du produit sur le marché ; 4% fixent le prix par rapport au coût de production, c'est-à-dire si la production n'a pas trop demandé, enfin 2% selon le besoin le prix est légèrement fixé en deçà des autres,

**b. Principaux clients***Tableau n° 10 : Principaux clients*

| Types de clients                      | Fréquence | Pourcentage |
|---------------------------------------|-----------|-------------|
| Commerçants grossistes et détaillants | 52        | 52%         |
| Consommateurs                         | 37        | 37%         |
| Fabricants des alcools                | 11        | 11%         |
| Total                                 | 100       | 100%        |

Il se dégage de ce tableau que les principaux clients des agriculteurs sont des commerçants grossistes et détaillants, suivis des consommateurs et des fabricants artisanaux de l'alcool appelé 500 ou malafu ya tiya et zododo ou lotoko à Kinshasa.

*Affectation du revenu dégagé de la vente**Tableau n° 11 : Affectation du revenu*

| Affectation            | Fréquence | Pourcentage |
|------------------------|-----------|-------------|
| Alimentation           | 20        | 20%         |
| Les soins médicaux     | 25        | 25%         |
| Habillement            | 15        | 15%         |
| Scolariser les enfants | 30        | 30%         |
| Thésaurisation         | 10        | 10%         |
| Total                  | 100       | 100%        |

Il ressort de ce tableau que les agriculteurs affectent plus le revenu dégagé de la vente de leur production à la scolarisation de leurs enfants et aux soins médicaux suivis de l'alimentation et de l'habillement. Cette situation est fréquente dans les pays pauvres tel que la RD-Congo, où plus que le revenu est moindre, les dépenses pour l'alimentation deviennent de plus en plus importantes. Si l'on constate bien, les revenus ne permettent pas du tout aux agriculteurs d'épargner car, maigres sont-ils, ils sont directement affectés aux besoins urgents tels que la scolarisation, les soins médicaux et l'alimentation ; ils préfèrent thésauriser le peu d'argent qui reste de toutes les dépenses.

*Contraintes rencontrées par les producteurs***a. Contraintes dans la production***Tableau n° 12 : Contraintes dans la production*

| Difficultés                    | Fréquence | Pourcentage |
|--------------------------------|-----------|-------------|
| Manque de financement          | 26        | 26%         |
| Manque de machines appropriées | 32        | 32%         |
| Manque des OGM et VHR          | 17        | 17%         |
| Le réchauffement climatique    | 12        | 12%         |
| Problèmes de santé             | 6         | 6%          |
| Insectes                       | 6         | 6%          |
| Epines                         | 1         | 1%          |
| Total                          | 100       | 100%        |

Cette rubrique nous renseigne que la plus grande difficulté à laquelle les agriculteurs d'Idiofa sont confrontés dans leur métier est le manque de machines agricoles et techniques appropriées à 32 %. Il y a le manque de financement à 26% aussi longtemps qu'il peut permettre aux agriculteurs de s'approvisionner en semences de qualité performante pour accroître leur production. Le manque de tracteur est aussi une contrainte importante qui limite la production. Les agriculteurs déclarent que le tracteur peut résoudre le problème de laboureur pour lequel ils consacrent trop d'effort car le sol est argileux et compact. Cette situation arrive en cas d'abondance des pluies ou

des fortes chaleurs dues au réchauffement climatique que nous vivons ces dernières années. Il faut signaler encore les problèmes de santé, les épines et les insectes qui se pointent comme difficultés.

### b. Contraintes dans la vente de la production

**Tableau n° 13 : Contraintes dans la vente de la production**

| Rubriques | Fréquence | Pourcentage |
|-----------|-----------|-------------|
| OUI       | 5         | 16,7 %      |
| NON       | 25        | 83,3 %      |
| Total     | 30        | 100 %       |

Ce tableau indique que la majorité des agriculteurs (83,3%) ont des difficultés énormes dans la vente de leur production comme nous l'avons évoqué dans les contraintes dues à la production. En clair, les ministères de l'agriculture et du développement rural aux niveaux central et provincial sans oublier leurs services techniques respectifs, ne mettent pas en œuvre des stratégies marketing pour faire découvrir tant aux congolais qu'aux expatriés l'importance cruciale d'encourager la production locale au lieu de recourir aux importations.

### Résultats du questionnaire par rapport à la vente

Dans ce paragraphe, nous présentons les résultats recueillis auprès des vendeurs (détaillants) des différents produits agricoles travers les marchés de Idiofa, Tshikapa, Kikwit et Kinshasa. Pour ainsi enquêter, nous avons tenu compte de la disponibilité des vendeurs trouvés sur place.

#### Identification des répondants

**Tableau n° 14 : Profil des vendeurs**

| Rubriques        |                  | Effectif | Pourcentage |
|------------------|------------------|----------|-------------|
| Sexe             | Féminin          | 22       | 73,3%       |
|                  | Masculin         | 8        | 26,7%       |
| Total            |                  | 30       | 100,0%      |
| Tranche d'âge    | 20 à 30 ans      | 17       | 36,7%       |
|                  | 41 à 50 ans      | 8        | 30,0%       |
|                  | 31 à 40 ans      | 2        | 16,7%       |
|                  | >60 ans          | 2        | 13,3%       |
|                  | <20 ans          | 1        | 3,3%        |
| Etat-civil       | Marié            | 15       | 50,0%       |
|                  | Célibataire      | 12       | 40,0%       |
|                  | Veuf (ve)        | 3        | 10,0%       |
| Total            |                  | 30       | 100,0%      |
| Etudes faites    | Secondaire       | 25       | 83,3%       |
|                  | Primaire         | 3        | 10,0%       |
|                  | Universitaire    | 2        | 6,7%        |
| Lieux            | Idiofa           | 10       | 33,3%       |
|                  | Kikwit           | 5        | 16,7%       |
|                  | Tshikapa         | 5        | 16,7%       |
|                  | Kinshasa         | 5        | 16,7%       |
|                  | Musanga          | 4        | 13,3%       |
|                  | Kipuku           | 1        | 3,3%        |
|                  | Total            |          | 30          |
| Taille de ménage | 5 à 10 personnes | 16       | 53,3%       |
|                  | <5 personnes     | 8        | 26,7%       |
|                  | >10 personnes    | 6        | 20,0%       |
| Total            |                  | 30       | 100,0%      |

Concernant les enquêtes des marchés, les observations qui ressortent de ce tableau montrent que ce sont les femmes (73,3%) qui s'intéressent plus au commerce. Ceci dans ce sens que le commerce de détail dans différents milieux de consommation est plus l'apanage des femmes.

Pour ce qui est de tranche d'âge, les résultats des enquêtes menées révèlent que les souches ayant l'âge qui varie entre 20 et 30 ans sont majoritaires (36,7%). Le manque de possibilité de poursuivre les études supérieures ou universitaires est la raison la plus importante de cette situation.

## ANALYSE DES RÉSULTATS

En effet, de nos enquêtes, il se dégage globalement ce qui suit :

- L'agriculture à travers la RDC en général et à Idiofa restant encore non mécanisée, intéresse plus les femmes que les hommes ;
- Ce sont les personnes de 40 à 60 ans qui s'occupent de l'agriculture, étant donné qu'elles n'ont rien à faire et que l'agriculture constitue leur métier de refuge ;
- Plusieurs agriculteurs sont des mariés car, pour eux, elle constitue véritablement un métier. Donc, toute leur attention y est focalisée et que leur vie et leur survie en dépendent ;
- Les secteurs de Musanga, de Belo, de Kipuku et de Kapia sont les plus producteurs de 12 secteurs de Idiofa en plus de leur proximité par rapport à la cité de Idiofa ;
- Plusieurs agriculteurs sont propriétaires des terres qu'ils exploitent ;
- Les agriculteurs en majorité n'ont jamais suivi la formation et se contentent de partage des expériences mutuelles. Les services étatiques en la matière, entre autre le Ministère national et provincial de l'agriculture ne se préoccupent pas de cet encadrement ;
- Le prix de vente des produits agricoles est fixé en tenant compte des réalités du marché. Par moment, les agriculteurs eux-mêmes fixent aussi le prix de vente par rapport aux moyens alloués dans la production ;
- Les principaux clients des produits agricoles sont des commerçants grossistes et détaillants, suivis des consommateurs eux-mêmes et des fabricants artisanaux de l'alcool ;
- N'ayant pas des intrants agricoles qui puissent permettre une production considérable et à l'échelle industrielle, les revenus obtenus par les agriculteurs sont principalement affectés à la scolarisation des enfants, aux soins médicaux et à l'alimentation. Peu des répondants ont confirmé thésauriser leurs maigres revenus pour des éventuelles urgences ; ne pouvant pas les épargner par manque des banques commerciales proches des villages. Pour cette catégorie des répondants, nous avons compris que l'agriculture ne constitue pas un métier, mais c'est une passion.
- Plusieurs contraintes sont relevées dans la production des produits agricoles. Mais, les difficultés les plus cuisantes sont le manque des machines et technologies agricoles modernes et appropriées sans minimiser le manque de financement. Il nous a été, en outre, signalé le problème de marketing, car les services étatiques en la matière ne s'occupent même pas de la promotion des produits agricoles localement « Made in Congo ». Nous avons seulement constaté que l'attention des autorités politiques est accordée dans d'autres domaines pas vraiment en agriculture.

Eu égard tout ce qui précède, il peut se dégager que la politique agricole en République Démocratique du Congo en général et dans le territoire d'Idiofa en particulier n'est pas au rendez-vous. L'autorité tant nationale que provinciale ainsi que les différents services n'ont pas encore compris l'importance du secteur agricole en pratique bien qu'ils en parlent dans leurs discours politiques mais sur terrain rien n'est fait concrètement, alors qu'une bonne politique agricole garantit l'indépendance alimentaire envers l'extérieur et protège l'agriculture locale de la concurrence souvent déloyale des produits étrangers.

A notre avis, le gouvernement tant national que provincial n'a pas encore mis en œuvre une politique agricole claire et nette qui puisse contribuer au développement socio-économique des provinces et de 145 territoires en l'occurrence le territoire de Idiofa, car toute politique agricole vise un but. C'est en fonction de ce but que se jugent la cohérence et l'efficacité des mesures prises et à prendre. Les agriculteurs congolais en général et ceux de d'Idiofa

particulièrement se débrouillent tant soit peu pour obtenir des résultats qui ne cadrent pas toujours avec leurs attentes ou leurs aspirations. Les ambitions étant grandes, mais les moyens mis en œuvre dans la production sont médiocres. Ainsi, nous pensons avoir répondu à l'objectif de travail et confirmé nos hypothèses de départ. Ce qui nous conduit à la dernière section de ce chapitre qui fait appel aux suggestions et perspectives capables de relever le défi agricole en RDC de manière générale et en particulier dans le territoire d'Idiofa notre champ des investigations.

## CONCLUSION

« *La politique agricole comme stratégie appropriée pour le développement socio-économique en République Démocratique du Congo ; « cas du territoire d'Idiofa »*. Tel est le sujet autour duquel cet article s'est véritablement appesanti.

Les raisons ayant conduit à sa rédaction sont plurielles et diverses ; mais, la plus importante est relative aux immenses potentialités que regorge la République Démocratique du Congo en générale, et le territoire d'Idiofa en particulier en matière agricole, mais qui ne sont pas mises à profit tant pour la nation elle-même, que pour la population de cette partie du pays, qui continue à croupir dans la misère la plus écrasante.

Au regard des résultats sus évoqués, l'on peut facilement reconnaître que les politiques publiques agricoles sont inexistantes, étant donné que le gouvernement national et provincial sont absents dans la matérialisation des stratégies et politiques agricoles idoines. Nous pouvons cependant affirmer qu'il n'existe pas une politique agricole qui puisse contribuer au développement socio-économique du territoire d'Idiofa en particulier et de la RDC en général, étant donné que les résultats souvent obtenus ne sont pas de grande importance. L'agriculture n'a pas constitué un secteur qui puisse intéresser les gouvernants. Les rares actions menées en la matière, ne sont pas planifiées. Les actions se font d'une manière désordonnée et ce sont plus les privés qui conçoivent leurs propres projets pour chercher les bailleurs, au moment où c'est le gouvernement provincial qui devait se prémunir d'un programme d'action de ses activités. Ainsi, pour les agriculteurs, d'Idiofa, l'agriculture n'a pas impacté si positivement leur bien-être socioéconomique, car les revenus obtenus ne sont destinés qu'aux mêmes objectifs.

Ainsi, à l'issue de cette étude, nous estimons que bien que la Province de Kwilu et le territoire d'Idiofa disposent des innombrables potentialités en matière agricole et d'un ministère provincial en la matière et que la Constitution ait réparti les compétences entre le pouvoir central et les provinces, ce secteur reste moins contributif au développement socio-économique de cette province. Le gouvernement provincial ne manifeste pas une volonté quant à ce, par le fait que de 2010 à nos jours, plus de dix ans durant, le gouvernement provincial n'a pas exécuté plus de cinq projets au moment où l'agriculture constitue l'un des moteurs du développement de ladite province du KWILU et du territoire d'Idiofa.

Le gouvernement central accorde moins d'attention sur le secteur agricole au regard du budget national alloué au ministère de l'agriculture.

Ainsi, le renforcement de l'agriculture à Idiofa peut se faire à travers plusieurs actions concrètes. Voici quelques-unes:

- 1. Formation et sensibilisation** : Organiser des ateliers et des sessions de formation pour les agriculteurs sur les techniques agricoles modernes, la rotation des cultures, l'utilisation d'engrais organiques, et la lutte intégrée contre les nuisibles.
- 2. Accès aux semences de qualité** : Collaborer avec des organisations nationales et internationales agricoles pour fournir aux agriculteurs des semences améliorées qui sont résistantes aux maladies et adaptées au climat local.
- 3. Mécanisation de l'agriculture** : Introduire des équipements agricoles modernes, comme des charrues et des tracteurs, afin d'augmenter la productivité et réduire le travail manuel pénible.
- 4. Systèmes d'irrigation** : Mettre en place des systèmes d'irrigation pour améliorer la disponibilité de l'eau, surtout pendant les saisons sèches. Cela peut inclure des techniques simples comme le goutte-à-goutte ou la collecte de l'eau de pluie.
- 5. Accès au crédit** : Faciliter l'accès à des financements pour les agriculteurs afin qu'ils puissent investir dans leurs exploitations, que ce soit pour acheter du matériel, des semences ou d'autres intrants.
- 6. Coopératives agricoles** : Encourager la formation de coopératives pour que les agriculteurs puissent s'unir, partager des ressources, accéder à de meilleures conditions d'achat et vendre leurs produits à un prix plus compétitif.

**7. Diversification des cultures** : Promouvoir la culture de différentes variétés de plantes pour réduire les risques liés aux monocultures et améliorer la sécurité alimentaire.

**8. Recherche et innovation** : Collaborer avec des institutions de recherche pour développer et diffuser des pratiques agricoles innovantes adaptées aux conditions locales.

**9. Accès aux marchés** : Aider les agriculteurs à accéder à des marchés locaux et internationaux en organisant des foires, en créant des plateformes en ligne ou en développant des partenariats avec des commerçants.

**10. Soutien gouvernemental et politique agricole** : Plaider pour l'élaboration de politiques favorables au développement agricole, y compris la mise en place de subventions ou d'incitations fiscales pour les agriculteurs.

Ainsi, en mettant en œuvre ces actions, on peut non seulement renforcer l'agriculture à Idiofa mais aussi améliorer le niveau de vie des agriculteurs et contribuer au développement socio-économique global du dit territoire.

## RECOMMANDATIONS

### a) A la population agricole

- S'organiser en coopératives agricoles ou associations pour sauvegarder leurs droits et devoirs, car l'union fait la force dit on ;
- Continuer à produire plus ;
- Entretien même manuellement leurs voies de communication afin de permettre l'accès des moyens de transports ;
- Eduquer et sensibiliser la jeunesse aux méfaits de l'exode rurale ;
- Se mobiliser sans peur pour soutenir la bourgeoisie nationale.

### b) A l'Administrateur du territoire et Gouverneur de province

- Créer les nouvelles infrastructures routières, fluviales et aériennes ;
- Encourager et favoriser les investissements dans le domaine d'agricole et de transport ;
- Supprimer les tracasseries policières et administratives ;
- Instaurer et faciliter la politique d'octroi des crédits agricoles ;
- Eliminer les maillons de spéculation dans le circuit de commercialisation des produits agricoles ;
- Créer les banques de micro-crédits agricoles ;
- Promouvoir la création artistique locale pour freiner l'exode rurale ;
- Créer des infrastructures socio-culturelles adéquates en milieu rural ;
- Elargir les marchés locaux des biens de consommation courante ;
- Créer les industries manufacturières en milieu rural de grande production.

### c) A l'Etat

Toutes les recommandations formulées à l'autorité administrative du territoire d'Idiofa et de la province du KWILU , lui sont applicables mutatis mutandis, et en plus de celles-ci, celles qui englobent toutes les autres recommandations, celle de demander à l'Etat qui est de la boucle extérieure de libérer la boucle intérieure de sa misère, afin de relever le niveau de revenu de la bourgeoisie nationale, de sorte qu'en poursuivant son objectif de maximiser son profit, les effets induits se répercutent sur toute la communauté nationale. Donc, que l'Etat renforce la boucle intérieure en développant la bourgeoisie nationale, par exemple, favoriser à créer des entreprises de manufacture et de transformation des produits de base par des entrepreneurs nationaux, exonérer la taxe à l'importation des matériels agricoles et des véhicules de transport, etc.

Pour les autorités politiques tant au niveau national que provincial, constituant le premier groupe d'acteurs, doivent nécessairement penser à la valorisation de quelques outils de planification que dispose la République Démocratique du Congo et élaborer une Politique Agricole Provinciale (PAP) qui ne puisse tenir compte que des atouts et contraintes de 26 provinces et 145 territoires, en tant qu'entité jouissant d'une large autonomie. Nous avons élucidé que depuis quelques décennies, le gouvernement central congolais avait pensé à des outils aussi précieux que prometteurs pour une agriculture de développement, mais ceux-ci sont demeurés des procès d'intentions.

C'est pourquoi, les valoriser serait déjà un début de solution car, « *on ne corrige que ce qui existe* », dit-on. La province de Kwilu est sensée valoriser les dispositions qui la concernent principalement.

**BIBLIOGRAPHIE**

1. ACF, Rapport d'étude sur l'agriculture périurbaine (maraîchage de Kinshasa), Province de Kinshasa, mai 2009.
2. ANGLEBERT, P. et Alii, *Dé-recentralisation, incertitude et despotisme de proximité en République Démocratique du Congo*, Musée Royal de Tervuren, Belgique, Mars 2011.
3. AUBERT, C. et FLECHET, G., *Quelle agriculture pour quelle alimentation*, Ed. Milan, Toulouse, 2007.
4. BADIE, B. et VIDAL, D., *La cassure : l'Etat du monde 2013*, Ed. La Découverte, Paris, 2012.
5. BISOKA A. N., « Vers un démantèlement de l'agriculture paysanne en Afrique des Grands Lacs ? », in *Alternatives Sud*, 2014.
6. BOULANGER, B., *La recherche en sciences sociales*, Ed. COP, Paris, 1970.
7. BRASSEUL, J., *Introduction à l'économie du développement*, Ed. Armand Colin, Paris, 2008.
8. Constitution de la République Démocratique du Congo du 18 février telle que modifiée par la loi n°002/11 du 20 décembre 2011 portant révision de certains articles de la constitution de la RDC
9. COUTY, P., « Peut-on perfectionner les théories du développement ? », in *Cah. ORSTOM*, sér. Sri. Hum., vol. XII, 11' 3, 1975.
10. DE MONTBRIAL, T. et FAUCHART, E., *Introduction à l'économie. Microéconomie. Macroéconomie*, Ed. Dunod, Paris, 2001.
11. DEISS, J. et MEUWLY, D., *Manuel d'économie politique*, Tome I, Ed. Fragnières, Fribourg.
12. GULEJAC, V., « Adapter la gestion du développement social », in *Politiques et management public*, vol. 5, n° 4, 1987.
13. HERREROS, G., *Au-delà de la sociologie des organisations, sciences sociales et interventions*, Ed. ERES, Paris, 2008.
14. MAKALA NZENGU, P., *Politiques publiques et gestion et gestion du secteur agricole et rural en République Démocratique du Congo*, Ed. Kin-Press, Kinshasa, 2009.
15. MORTON, D.D., *La théorie des jeux*, Ed. Armand Colin, Paris, 1973.
16. MUKOKA NSENDA, *Discours et pratiques du développement au Congo. Interrogations et reinterrogations politologiques*, Ed. MES, Kinshasa, 2005.
17. MUSAO KALOMBO, M. C., *Abécédaire de l'Etat de la nation, 50 ans après, Diagnostic multisectoriel, vision et stratégies du développement durable en RD Congo*, Ed. Media-Paul, Kinshasa, 2010.
18. NSAMAN-O-LUTU, O., « Vers une théorie de développement rural autocentré en RD. Congo : perspectives managériales », in *Revue d'Administration Publique et Management*, Numéro spécial, 2010.
19. ROCHER, G., *Introduction à la sociologie générale*, Ed. HMH, Paris, 1968.
20. ROUER, M. et GARAUD, H., *Les agriculteurs à la reconquête du monde. Pourquoi le monde agricole va survivre et même nous sauver*, Ed. JC Lattès, Paris, 2007.
21. THANK KHO, *Culture, créativité et développement*, Ed. Le Harmattan, Paris, 1992.
22. THOENIG J.C., *Dictionnaire des politiques publiques*, 4è édition, Presse science Po, 2014.
23. VERFAILLE, B., *Agricultures d'Europe : la voie Suisse*, Ed. Charles Léopold Mayer, Paris, 2001.
24. VERON, J.B., « L'aide au développement face à la guerre », in *Focus Stratégique*, n°7, Publication de l'Institut Français des relations internationales, mai 20018.

[www.leganet.cd/legislation/droit/social](http://www.leganet.cd/legislation/droit/social).